

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du général de Gaulle
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 09/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



BUTACHIMIE

USINE DE CHALAMPE
GESTIFTSFELD
68490 CHALAMPE

Références : 05313_2022_06_29_BUTACHIMIE_CHALAMPE_VIIC-surv-rejets-eaux
Code AIOT : 0006700513

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/06/2022 dans l'établissement BUTACHIMIE implanté USINE DE CHALAMPE GESTIFTSFELD 68490 CHALAMPE. L'inspection a été annoncée le 07/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

En 2019 en Grand-Est, seulement 9 % des masses d'eau sont en bon état écologique et chimique, contre 46 % en mauvais état pour ces deux critères. L'effort à consentir pour l'atteinte du bon état des masses d'eau à horizon 2027 (fixé dans les SDAGE Rhin-Meuse et Seine-Normandie en Grand Est) est encore grand, et les freins pour l'atteinte des objectifs nombreux.

Un croisement entre les données de qualité du milieu et les données en matière de rejets a donc été effectué pour réviser les priorités de l'inspection pour le cycle SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion de l'Eau) 2022-2027. En Grand-Est, et selon cette méthode, 269 installations classées (dont le site contrôlé fait partie) rejettent dans des masses d'eau en mauvais état des effluents potentiellement chargés en substances qui contribuent à leur déclassement.

L'action consiste dans ce cadre d'une part en un examen de la robustesse des prescriptions préfectorales pour tous les rejets dans les masses d'eau dégradées et d'autre part en un contrôle du respect des dispositions relatives à la surveillance des rejets tels qu'ils existent (notamment pour les contributeurs majeurs).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BUTACHIMIE
- USINE DE CHALAMPE GESTIFTSFELD 68490 CHALAMPE
- Code AIOT : 0006700513
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED

L'usine Butachimie, située sur la plateforme de Chalampé, est un acteur majeure de la chimie du nylon et produit 35 % de l'Adiponitrile mondiale. Depuis décembre 2019, les installations de Chalampé bénéficient d'une des technologies les plus perfectionnées pour la fabrication d'Adiponitrile.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : Surveillance des rejets aqueux industriels

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Proposition de délais (1)
1	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 18/10/2016, article 4.2.2	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	Equipements pour le prélèvement	Arrêté Préfectoral du 18/10/2016, article 4.3.6.4	Lettre de suite préfectorale	3 mois
5	méthodes de mesure (prélèvement et analyse)	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	Lettre de suite préfectorale	3 mois
7	compatibilité milieux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 22	Lettre de suite préfectorale	3 mois
8	caractère adapté du programme de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Lettre de suite préfectorale	3 mois
10	Programme de surveillance & Fréquences de mesures	Arrêté Préfectoral du 18/10/2016, article 9.2.3	Lettre de suite préfectorale	3 mois
12	Transmission des résultats d'autosurveillance via GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	collecte effluents	Arrêté Préfectoral du 18/10/2016, article 4.2.4.3	Sans objet
3	Existence des points de prélèvement & Accès aux points de prélèvement	Arrêté Préfectoral du 18/10/2016, article 4.3.6.2	Sans objet
6	Caractéristiques générales des rejets au milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 18/10/2016, article 4.3.7	Sans objet
9	caractère adapté des valeurs limites d'émission	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32 et 33	Lettre de suite préfectorale

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
11	Respect VLE	Arrêté Préfectoral du 18/10/2016, article 4.3.9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle réalisé sur site et l'examen des documents transmis par l'exploitant avant et après la visite d'inspection permettent à l'inspection des installations classées de conclure qu'il convient de reprendre certaines dispositions encadrant le site en matière de surveillance des émissions (compatibilité milieux récepteur, fréquence et valeurs limites d'émissions notamment), et que l'exploitant exploite ses installations en non conformité aux prescriptions contrôlées sur les points suivants :

- absence des zones de collecte des eaux pluviales sur les plans des réseaux humides du site,
- absence de certaines transmissions d'autosurveillance au travers de l'application GIDAF pour l'année 2021,
- Ces écarts sont considérés mineurs, ou ont déjà fait l'objet d'action corrective de la part de l'exploitant.

L'inspection a besoin par ailleurs de recueillir un certain nombre d'éléments complémentaires en lien avec :

- les écarts aux conditions normatives de prélèvement,
- les écarts aux normes de mesures à appliquer,
- la compatibilité des rejets du site avec le milieu naturel,
- le positionnement de l'exploitant vis-à-vis des modifications induites par l'arrêté ministériel du 24 août 2017 sur son programme de surveillance (périodicité de mesure et valeurs limites d'émission).

Enfin certaines dispositions sont apparues clairement inadaptées et il convient de les réviser lors du travail de ré-écriture des prescriptions du site qui suivra la transmission des éléments précités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/10/2016, article 4.2.2
Thème(s) : Actions nationales 2022, conditions de rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées [...]</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> • les secteurs collectés et les réseaux associés ; • les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ; • les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature.[...]
<p>Constats : Afin de contrôler la présence des éléments mentionnés dans la prescription contrôlée, l'inspection a sollicité l'exploitant qui a pu fournir un ensemble de documents postérieurement au contrôle montrant que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les différents ouvrages tels que vannes, compteurs, ouvrages d'épuration interne, sont présents sur des plans. Compte tenu de la complexité des installations ces éléments sont représentés sur différents plans (plans des réseaux, schéma d'instrumentation et tuyauterie, schémas procédés...), • à l'examen des documents transmis que certains points de surveillance et points de rejets

sont absents des derniers plans globaux à jour du site (notamment les points suivants : 9996, R0520, purge CNIM, et purge BABCOCK), ils sont en revanche présents sur des schémas d'instrumentation et tuyauterie spécifiques,

- les secteurs collectés pour les eaux usées industrielles et les eaux de refroidissement sont représentés sur les plans des réseaux du site. En revanche aucun document n'existe permettant de localiser de manière précise et exhaustive les secteurs collectés pour les eaux pluviales.

L'absence des zones de collecte des eaux pluviales, et de certains points de rejets et/ou surveillance sur les plans du site, constitue une non-conformité à la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : collecte effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/10/2016, article 4.2.4.3

Thème(s) : Actions nationales 2022, conditions de rejets

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

- Circuit unité HCN et TGN - refroidissement en circuit ouvert sur échangeurs :

Le contrôle de non pollution doit être réalisé par une boucle de sécurité redondante basée sur deux mesures physiques différentes (par exemple analyseur sur fluide et mesure différentielle de pression) déclenchant une alarme et isolant les eaux polluées du rejet Sud.

- Circuit unité ADN :

Un contrôle en continu du carbone organique total (COT-mètre) avec alarme en salle de contrôle sur seuil préréglé est mis en place.

- Eaux de purge du circuit de refroidissement de l'unité HMD III :

Les eaux de purge doivent faire l'objet d'un contrôle en continu par une méthode appropriée en vue de détecter la présence éventuelle d'une pollution par l'héxaméthylène diamine avant rejet dans le réseau Nord du site (avec seuil haut et alarme transmis en salle de contrôle).

Constats : Le contrôle de l'inspection sur site (salle de contrôle notamment) a été couplé avec un examen des documents fournis par l'exploitant postérieurement à l'inspection (analyses fonctionnelles, procédures, matrice d'asservissement, schéma tuyauterie et instrumentation). Il ressort de l'examen des différents éléments portés à la connaissance de l'inspection que :

- La boucle d'eau pour les unités HCN1&2 s'intitule E28, l'examen des schémas procédés et visualisation de la conduite automatisée des installation permet de conclure que le circuit de refroidissement des unités HCN est bien muni de dispositifs de contrôle d'absence de pollution avec redondance des sécurité basés sur au moins 2 mesures physique différentes (pression, et pH) déclenchant une alarme et isolant les eaux polluées du rejet SUD (par isolement de la partie du circuit où la dérive a été détectée). De la même manière l'examen des schémas procédés des installations TGN1&2 montre que ces installations ne sont pas équipées de circuit ouvert mais disposent d'un circuit de refroidissement fermé (tour Aéroréfrigérante).
- Le circuit de l'unité ADN (examen réalisé sur le point de rejet 9997) est doté d'un contrôle en continu du carbone organique total (équipement G01630A) avec alarme remontée en salle de contrôle dont les seuils sont définis à 10 ppm.
- Les eaux de purges de l'unité HMDIII sont isolées du rejet usine (par fermeture de 3 vannes automatiques) sur détection d'une dérive du paramètre COT (COT-mètre en continu ref 30044-AYY).

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Existence des points de prélèvement & Accès aux points de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/10/2016, article 4.3.6.2
Thème(s) : Actions nationales 2022, conditions de rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 2) Aménagement des points de prélèvements : Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides mentionnés à l'article 4 du présent arrêté, est prévu un point de prélèvement d'échantillons. Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. . [...]
Constats : Le contrôle de cette disposition a été réalisé par l'inspection uniquement sur les points de rejets 9996 et 9997 (rejet externe). Le contrôle sur site n'a pas montré d'écart à la disposition contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Equipements pour le prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/10/2016, article 4.3.6.4
Thème(s) : Actions nationales 2022, conditions de rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 4) Équipements : Les systèmes permettant le prélèvement continu sont proportionnels au débit sur une durée de 24 h, disposent d'enregistrement et permettent la conservation des échantillons conformément à la norme NF EN ISO 5667-3 ou norme équivalente venant la remplacer.
Constats : Le contrôle de cette disposition a été réalisé par l'inspection uniquement sur les points de rejets 9997 et 9996 (rejet externe). Le contrôle de la programmation du préleveur automatique mis en place par l'exploitant montre que le prélèvement est bien asservi au débit (examen réalisé à la fois sur place et au travers d'analyses fonctionnelles et schéma d'instrumentation transmis à posteriori par l'exploitant). Le respect des conditions normatives n' a été réalisé que relativement aux conditions de conservations liées à la température et à la nature du flaconnage. Lors du contrôle sur site la température de conservation du préleveur était inférieur à 5°C. Cette valeur est cohérente avec les mentions faites dans le chapitre 8 de la norme citée dans la prescription contrôlée. Les échantillons sont réalisés dans des flacons en PEHD vides ou acidifiés (en fonction des paramètres à analyser ensuite) à l'acide sulfurique (H ₂ SO ₄). En lien avec les paramètres faisant partie du programme de surveillance du site, il est synthétisé ci dessous quelques éléments normatifs issus de la norme NF EN ISO 5667-3 (tableau A1) et précisant les modalités de conservation des échantillons : <ul style="list-style-type: none"> • Azote total : flacon plastique possible avec acidification H₂SO₄, durée maximale de stockage 1 mois, • DCO : flacon plastique possible avec acidification H₂SO₄, durée maximale de stockage 6 mois, • chrome, cuivre, fer, nickel, phosphore, vanadium et zinc : flacon PEHD possible avec acidification à l'acide nitrique HNO₃, durée maximale de stockage 6 mois • Indice Phénol : flacon PTFE ou verre possible avec acidification H₂SO₄ ou acide phosphorique (H₃PO₄), durée maximale de stockage 21 jours, • Cyanures totaux ou libres : flacon plastiques ou verre possible avec ajout de soude (base).

<p>Au vu de ces éléments il apparaît que l'exploitant ne respecte pas en tout point les éléments prévus par la norme encadrant les dispositions relative à la conservation des échantillons. Notamment en terme de nature de flacon pour le paramètre « indice phénol » , et en terme d'acidification pour les métaux et le cyanure. Il appartient donc à l'exploitant de justifier pour ces paramètres et l'ensemble des éléments inclus dans son autosurveillance pour les rejets 9996/9997/1451, que lorsqu'il ne respecte pas les conditions normatives, l'équivalence est établie lors des mesures comparatives effectuées et mentionnées dans la prescription contrôlée. A toutes fins utiles il est rappelé que d'après la norme précitée, est à considérer comme « conservation d'un échantillon » : toute procédure visant à stabiliser un échantillon, c'est-à-dire à stabiliser les propriétés à étudier, depuis l'étape du prélèvement jusqu'à celle de la préparation pour analyse. La phase d'échantillonnage fait donc bien concernée par les dispositions relatives à la conservation des échantillons.</p>
<p>Observation n°2 : il est à noter que l'exploitant ne précise pas dans ses modes opératoires d'analyse, les prérequis de la norme précitée, et notamment les durées de conservation des échantillons. Il serait pertinent de compléter les modes opératoires associés aux méthodes d'analyse par les éléments normatifs de la norme NF EN ISO 5667-3, et notamment les périodes et conditions de conservation des échantillons.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : méthodes de mesure (prélèvement et analyse)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2022, Autosurveillance</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.</p> <p>Pour les polluants ne faisant l'objet d'aucune méthode de référence, la procédure retenue, pour le prélèvement notamment, permet une représentation statistique de l'évolution du paramètre.</p> <p>Toutefois, l'exploitant peut prévoir des méthodes autres que les méthodes normalisées de référence lorsque les résultats obtenus sont équivalents. De même, il peut prévoir le remplacement de certaines mesures de surveillance par le suivi en continu d'un paramètre représentatif du polluant ou par toute autre méthode équivalente. Lorsque des méthodes autres que des méthodes de référence sont utilisées, des mesures de contrôle et d'étalonnage sont réalisées conformément à une procédure définie par l'exploitant. Cette procédure est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le contrôle de cette disposition a été réalisé par échantillonnage pour une partie des paramètres faisant l'objet d'une surveillance par l'exploitant (DCO, les métaux : chrome, cuivre, fer, nickel, et zinc, et l'Indice Phénol). Pour ces paramètres l'exploitant a fourni postérieurement au contrôle les modes opératoires qu'il met en œuvre pour réaliser les mesures sur ces paramètres et substances. Il ressort de l'analyse de ces documents les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • DCO : l'exploitant cite en référence la norme ISO 15705 (Qualité de l'eau - Détermination de l'indice de demande chimique en oxygène (ST-DCO) - Méthode à petite échelle en tube fermé) , cette référence correspond à une mesure de type « micro méthode » et non à la norme NF EN 90-101 prévue par l'avis sur les méthodes de référence pour les mesures dans

<p>l'eau dans les ICPE (du 22 février 2022). Il est cependant à noter que pour l'analyse de la ST-DCO (et non de la DCO) l'avis précité prévoit bien l'usage de la norme ISO 15705 en référence.</p> <ul style="list-style-type: none"> Indice Phénol : La méthode d'analyse décrite par l'exploitant dans son mode opératoire coïncide avec celle décrite par la méthode de référence visée par l'avis précité, à savoir la norme T90-109. L'exploitant s'écarte sans justification du protocole opératoire normé pour certaines phases telles que : <ul style="list-style-type: none"> la constitution de la solution tampon, la durée de conservation de la solution de Ferricyanure de potassium, la mise au pH de la prise d'essai la constitution de solution étalon phénol. la phase de distillation la gamme d'étalonnage. <p>Il ne mentionne pas par ailleurs certaines interdictions strictes du protocole normé tel que l'interdiction de nettoyage de la verrerie à l'acétone, ou l'emploi de joint en matière plastique pour la distillation.</p>
<p>Observation n°3 : il apparaît pertinent que l'exploitant reprenne dans ses protocoles les interdictions mentionnés dans les normes pour les analyses de ses paramètres (notamment lorsqu'il les utilise en référence pour ses modes opératoires).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 6 : Caractéristiques générales des rejets au milieu naturel

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/10/2016, article 4.3.7</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2022, conditions de rejets</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée : Les effluents rejetés au milieu naturel doivent être exempts : <ul style="list-style-type: none"> de matières flottantes ;[...] Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes : Température : < 30°C. [...] pH : compris entre 5,5 et 8,5 </p>
<p>Constats : Lors du contrôle sur site au niveau des rejets 9996 et 9997 il a pu être constaté visuellement l'absence de matières flottantes, et contrôlé sur les dispositifs de mesures en continu présents le respect des valeurs limites imposées en température et pH. Il est à noter qu'avant rejet au milieu naturel les effluents de l'installation transitent par le réseau de collecte de la société délégataire de la gestion des effluents de la plateforme.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 7 : compatibilité milieux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 22</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2022, Autosurveillance</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée : 2° Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Il respecte également la</p>

<p>vocation piscicole du milieu récepteur et les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux.</p> <p>I. - Les valeurs limites d'émissions prescrites sont celles fixées dans le présent arrêté ou celles revues à la baisse suite à l'instruction du dossier déposé par l'exploitant afin d'intégrer les objectifs présentés à l'alinéa ci-dessus et de permettre le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales en vigueur.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'objectif du contrôle de cette prescription est de vérifier que les dispositions ministérielles sont convenablement retranscrites dans la surveillance des rejets du site au travers des différents arrêtés qui sont susceptibles de réglementer le rejets des installations. Ainsi il apparaît qu'aucun texte préfectoral n'est venue modifier les dispositions de l'arrêté du 18 octobre 2016 en matière de surveillance des rejets aqueux, les modifications de réglementations induites notamment par l'arrêté ministériel du 24 aout 2017 modifiant entre autre l'arrêté ministériel du 2 février 1998. Aucun élément complet à disposition de l'inspection des installations classées permet de conclure que ce travail d'examen de la compatibilité des rejets avec le milieu a été réalisé par l'exploitant. Le positionnement transmis par l'exploitant par courrier électronique en date du 31/03/2019 n'aborde pas les éléments relatif à la compatibilité des rejets du site. Des éléments ont été retrouvés pour certains paramètres (DBO, pH, Cu, Ni notamment) ,mais il s'agit d'éléments éparses et ne reprenant pas la méthodologie décrite par le guide du 2 avril 2018 relatif à mise en oeuvre de la réglementation applicable aux ICPE en matière de rejets de substances dangereuses dans l'eau.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 8 : caractère adapté du programme de surveillance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2022, Autosurveillance</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsque les flux définis ci-dessous sont dépassés, l'exploitant réalise les mesures suivantes sur ses effluents aqueux, que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective. [...]</p> <p>2° Lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée pour les polluants énumérés ci-après et selon la fréquence indiquée, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation. [...]</p>
<p>Constats : De la même manière que le point de contrôle précédent, l'objectif du contrôle de cette prescription est de vérifier que les dispositions ministérielles sont convenablement retranscrites dans la surveillance des rejets du site au travers des différents arrêtés qui sont susceptibles de réglementer le rejets des installations. Comme mentionné ci-avant aucun texte préfectoral n'est venue modifier les dispositions de l'arrêté du 18 octobre 2016 en matière de surveillance des rejets aqueux, les modifications de réglementations induites notamment par l'arrêté ministériel du 24 aout 2017 modifiant entre autre l'arrêté ministériel du 2 février 1998. Un positionnement a été transmis par l'exploitant en date du 31/03/2019. Ce dernier est incomplet et doit être repris. Il est notamment indiqué comme source de la surveillance pour les substances participant au déclassement de la masse d'eau, les données issues de la surveillance de l'état chimique du Grand Canal d'Alsace. Il est attendu que l'exploitant se positionne vis-à-vis de résultats issus de son autosurveillance et non de la surveillance du milieu en amont de ses rejets. L'exploitant ne s'est pas ailleurs pas positionné vis-à-vis des substances spécifiques du secteur de la chimie (article 33 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié). L'exploitant ne s'est pas ailleurs pas positionné sur</p>

l'ensemble de ses points de rejets sur l'ensemble des substances tel que décrite dans l'arrêté ministériel du 2 février 1998, ou arrêté ministériel sectoriel pertinent (installation de combustion, incinérateur, liquides inflammables, installation de refroidissement, etc...). L'exploitant ne réalise pas de manière spécifique le positionnement de ses rejets vis-à-vis des macros polluants qu'il émet (azote, phosphore, DCO, DBO etc).

Enfin l'examen de comparaison entre l'arrêté ministériel et les prescriptions opposables au site a été réalisé par sondage sur les points de rejets n°1451 et 9997 pour respectivement les paramètres Fer, Aluminium, et Aox, et DCO, Azote, et Phosphore montre que les prescriptions actuellement opposables au site sont inadaptées. En effet :

- pour le point de rejet 9997, l'arrêté préfectoral de 2016 prévoit (pour exemple) une périodicité de mesure trimestrielle pour le fer et aucune pour l'aluminium, alors qu'au vu du flux autorisé, elle devrait être journalière. L'exploitant ne s'est pas positionné dans sa transmission du 31/03/2019 sur le couple Fer + Aluminium,
- pour le point de rejet 1451, l'arrêté préfectoral de 2016 prévoit (pour exemple) une périodicité de mesure mensuelle pour l'azote et le phosphore alors qu'au vu des flux autorisés, elle devrait être journalière,

Il apparaît par ailleurs que ne sont pas inscrit dans le suivi des rejets du site, certaines substances et paramètres tel que « hydrocarbures totaux », « Fluorure », « Plomb », « Manganèse », ou « étain » pourtant listés dans le point 3 (Substance caractéristiques des activités industrielles) de l'article 32 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.

Il apparaît ainsi que les dispositions de l'arrêté du 18 octobre 2016 ne sont pas en adéquation stricte avec les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié par l'arrêté ministériel du 24 août 2017. Il appartient à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées un nouveau positionnement vis-à-vis de ces dispositions réglementaires et des émissions réelles de ses installations afin le cas échéant d'adapter les prescriptions particulières actuellement opposables au site.

Observation n°4 : dans son travail de reprise de positionnement, il appartient à l'exploitant et en lien avec le guide ministériel du 2 avril 2018 (Guide de mise en oeuvre de la réglementation applicable aux ICPE en matière de rejets de substances dangereuses dans l'eau) de réaliser ce positionnement à l'éclairage à l'arrêté ministériel précité, mais également à l'éclairage d'autres arrêtés ministériels sectoriel modifiés par l'arrêté du 24 août 2017 tel que (pour exemple) les arrêtés ministériels encadrant les activités d'incinération de déchets dangereux, de stockage de liquide inflammable, ou les installations de combustion. L'arrêté ministériel relatif aux installations de refroidissement 2921 devra également être étudié formellement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : caractère adapté des valeurs limites d'émission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32 et 33
Thème(s) : Actions nationales 2022, Autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Extrait de l'article 32 : Sans préjudice des dispositions de l'article 22 et des dispositions particulières à certaines activités prévues par l'article 33 ci-après, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent par ailleurs les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé.</p> <p>Dans le cas où le rejet s'effectue dans le même milieu que le milieu de prélèvement, la conformité du rejet par rapport aux valeurs limites d'émissions pourra être évaluée en considérant la</p>

concentration nette qui résulte de l'activité de l'installation industrielle.
[...]

3 - Substances caractéristiques des activités industrielles

Les rejets respectent les valeurs limites de concentration suivantes :

- Indice phénols : 0,3 mg/l si le rejet dépasse 3 g/j [...]
- Chrome hexavalent et composés (en Cr6+) : 50 µg/l si le rejet dépasse 1g/j
- Plomb et ses composés (en Pb) : 0,1 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j
- Cuivre et ses composés (en Cu) : 0,150 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j [...]

Fer, aluminium et composés (en Fe+Al) : 5 mg/l si le rejet dépasse 20 g/j[...]

4 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau [...]

Arsenic et ses composés : 25 µg/l si le rejet dépasse 0,5 g/j [...]

Extrait de l'article 33 : Nonobstant les dispositions de l'article 22, pour certaines activités, les dispositions de l'article 32 sont modifiées conformément aux dispositions présentées ci-après.[...]

14 – Chimie : Les valeurs limites de concentration suivantes sont respectées selon les activités visées :[...]

Constats : Encore une fois, l'objectif du contrôle de cette prescription est de vérifier que les dispositions ministérielles sont convenablement retranscrites dans la surveillance des rejets du site au travers des différents arrêtés qui sont susceptibles de réglementer le rejets des installations. Comme mentionné ci-avant aucun texte préfectoral n'est venue modifier les dispositions de l'arrêté du 18 octobre 2016 en matière de surveillance des rejets aqueux, les modifications de réglementations induites notamment par l'arrêté ministériel du 24 août 2017 modifiant entre autre l'arrêté ministériel du 2 février 1998.

Il est à rappeler qu'en application des principes de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, détaillés dans le guide du 2 avril 2018 précité, ne sont considéré comme rejet raccordé que des rejets raccordé à une station de d'épuration collective ou industrielle. Ce n'est pas le cas des effluents de la société, qui sont rejetés dans un réseau de collecte mais non traités par une tel ouvrage (la station PIC n'étant pas à considérer comme une station d'épuration, mais comme une station de neutralisation), et donc in-fine rejetés au milieu naturel.

Comme précisé dans le point de contrôle précédent, le positionnement transmis par l'exploitant n'est pas recevable et remplis pas les prérequis mentionnés par le guide du 2 avril 2018 relatif à mise en oeuvre de la réglementation applicable aux ICPE en matière de rejets de substances dangereuses dans l'eau.

L'examen du caractère cohérent de l'arrêté préfectoral de 2016 avec les dispositions ministérielles, a été réalisé par sondage sur les points de rejets n°1451 et 9997 pour les paramètres Fer, Aluminium, Indice Phénols, Chrome, Plomb, Cuivre, certaines « autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau (notamment l'arsenic), et la liste des substances spécifiques à l'industrie chimique tel que décrite au point 14 de l'article 33 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998. Cet examen montre que les prescriptions actuellement opposables au site sont inadaptées. En effet :

- Concernant les « substances caractéristiques des activités industrielles », les dispositions de l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2016 ne prévoient pas pour exemple de VLE pour les paramètres Indice Phénols (sur le point de rejet 1451), le fer + aluminium, le Chrome hexavalent et le Plomb, par ailleurs pour le cuivre pour exemple la valeur limite prévue est de 0,5mg/l pour les deux points de rejets, avec des flux excédant les 5g/j imposant une valeur à 0,15mg/l au travers des dispositions de l'arrêté ministériel.
- Concernant les « autres substances entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau », aucun positionnement n'a été reçu sur l'ensemble des substances listées qui ne

sont de fait à ce jour pas réglementées par l'arrêté préfectoral de 2016, et concernant l'arsenic, bien que le flux autorisé par l'arrêté préfectoral de 2016 sur le point de rejet 1451 soit au-delà des 0,5g/j, la valeur prescrite (0,05mg/l) est supérieure à la VLE prévue par l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié (0,025mg/l).

- Concernant « les substances spécifiques au secteur d'activité » aucun positionnement n'a été reçu de la part de l'exploitant, et de fait l'arrêté préfectoral de 2016 ne retranscrit pas les dispositions de l'article 33 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Programme de surveillance & Fréquences de mesures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/10/2016, article 9.2.3

Thème(s) : Actions nationales 2022, Autosurveillance

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les dispositions minimum suivantes sont mises en œuvre :

Paramètre	Fréquence			
	Auto surveillance assurée par l'exploitant			
	« 9997 »	« 1451 »	« R0520 »	CNIIM&BABCOCK
pH	Continue	Continue	Continue	/
Débit	Continue	Continue	Continue	Continue
Température	Continue	Continue	Continue	/
COT	Continue	Continue	/	/
MEST	Journalière	Journalière	Annuelle	Annuelle
DBO5	Journalière	Journalière	/	/
DCO	Journalière	Journalière	Trimestrielle	Annuelle
N global	Journalière	Journalière	Annuelle	Annuelle
P total	Journalière	Mensuelle	Trimestrielle	Annuelle
Indice phénols	Journalière	-	/	/
CN	Journalière	Journalière	Continu	/
Cu	Journalière	Mensuelle	/	Annuelle
Cr	Journalière	Journalière	/	Annuelle
Ni	Journalière	Journalière	/	Annuelle
Zn	Journalière	Mensuelle	/	/
Fe	Trimestrielle	-	/	/
Al	-	Journalière	/	/
As	-	Hebdomadaire	Annuelle	/
AOX	Trimestrielle	-	Trimestrielle	Annuelle
Cd				Annuelle
Pb				Annuelle
Hg				Annuelle
HCT				Annuelle
Sulfates				Annuelle

Constats : L'analyse du respect du programme d'autosurveillance pour les rejets 9997, 1451, R0520, CNIM et BABCOCK a été réalisé sur la période de janvier 2021 à juin 2022. Aucun écart n'est relevé par l'inspection des installations en terme de respect de fréquence de mesure.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Respect VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/10/2016, article 4.3.9
Thème(s) : Actions nationales 2022, Autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant mélange avec les eaux de la société RHODIA OPERATIONS implantée sur le site (fabrication de sel nylon), les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies, et sans préjudice du respect des seuils de rejets imposés à RHODIA OPERATIONS. [...] En cas de non conformité les eaux seront déviées dans un bassin de rétention elles seront analysées et traitées en fonction de leurs caractéristiques, après autorisation de la hiérarchie. [...]</p>
<p>Constats : L'examen de cette disposition porte uniquement sur la mention faite à « En cas de non conformité les eaux seront déviées dans un bassin de rétention elles seront analysées et traitées en fonction de leurs caractéristiques, après autorisation de la hiérarchie. ». Cette disposition telle qu'elle est rédigée, au vu de la situation des installations (et par analogie avec d'autres installations existantes), et du programme de surveillance est inadaptée. Elle sous entend en effet que dès détection d'une non-conformité sur les valeurs limites de rejets dans le réseau du gestionnaire des réseaux de collecte, les effluents doivent être détournés, analysés voir traités avant rejet. Certaines fréquences d'autosurveillance (mensuelle, annuelle) en partie sous-traitée à des organismes extérieurs, sont inadaptées à ce type de fonctionnement. En effet les résultats sont obtenus plusieurs jours, ou semaines après le dépassement, il est inutile de dévier à posteriori dans ces cas de figure. Par ailleurs l'exploitant d'une part, et le gestionnaire du réseau de collecte d'autre part ont mis en œuvre chacun en ce qui le concerne des procédures de gestion des effluents qui seraient susceptibles de générer des non-conformités en terme de valeur limite. Concernant l'exploitant ces procédures consistent notamment en la détection précoce d'une valeur limite instantanée dépassant un seuil d'alarme prédéfini, et permettant de décliner un ensemble d'action visant à limiter les envois dans le réseau de collecte tout en recherchant l'origine du dépassement. Le réseau de collecte étant in-fine au besoin détourné vers un bassin de confinement afin d'éviter tout dépassement des valeurs limites dans le rejet vers le milieu naturel. Il convient de prendre en considération ces éléments en vue de ré-écrire cette disposition réglementaire afin de la rendre par ailleurs cohérente avec les dispositions des arrêtés ministériels du 2 février 1998 et 4 octobre 2010, et la sensibilité du milieu à protéger.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Transmission des résultats d'autosurveillance via GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.</p>
<p>Constats : L'examen réalisé sur les transmissions de l'année 2021 montre que l'exploitant ne transmet pas l'ensemble des mesures effectuées via l'application GIDAF, notamment celle résultant des mesures comparatives ou les mesures annuelles réalisées sur les points de rejet interne n°0520, purges chaudière CNIIM et purges chaudière BABCOCK. L'exploitant a mentionné</p>

qu'il s'agissait d'un oubli, et a transmis les éléments postérieurement à l'inspection. La modification n'a pas pu être directement générée dans l'application GIDAF compte tenu du statut « validé par l'inspection » qui ne permet plus de renvoi pour modification.
Observation n°5 : il appartient à l'exploitant d'être attentif à la complétude des éléments transmis au travers de l'application GIDAF, il y intégrera utilement à ses transmissions les éléments issus des mesures comparatives (pour rappel la transmission de pièces jointes est possible dans l'application). L'inspection se réservant la possibilité au besoin d'invalidier certaines déclarations si absence flagrante d'éléments du plan de surveillance.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois